



# Payer pour l'eau dans les villes de Castille à la fin du Moyen Âge

Denis Menjot

## ► To cite this version:

Denis Menjot. Payer pour l'eau dans les villes de Castille à la fin du Moyen Âge. Isabel Del Val Valdivieso et Juan Antonio Bonachia Hernando. Agua y sociedad en la Edad Media hispana, Oct 2010, Valladolid, Espagne. Editorial de la Universidad de Granada, pp.359-383., 2012. <halshs-00967606>

**HAL Id: halshs-00967606**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00967606>**

Submitted on 29 Mar 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# PAYER POUR L'EAU DANS LES VILLES DE CASTILLE A LA FIN DU MOYEN ÂGE

*Denis Menjot*

Université de Lyon, UMR 5648/CIHAM

## 0. INTRODUCCIÓN

De tout temps, l'eau a été pour les hommes et les gouvernements un objet de préoccupation, majeur ou secondaire, selon les époques et les latitudes. Au cours des dernières décennies écoulées, cette préoccupation n'a fait que s'accroître sous l'effet des changements climatiques et en liaison avec les questions environnementales<sup>1</sup>. L'eau est même en train de devenir un enjeu géo-stratégique essentiel et la "guerre de l'eau" a commencé dans certains pays, par exemple, en Espagne entre l'Aragon et Murcie pour le transvasement des eaux de l'Ebre, et entre certains Etats comme, par exemple entre Israël et la Jordanie pour l'eau du Jourdain.

Les historiens étant fils de leur temps, ces préoccupations contemporaines expliquent en grande partie l'intérêt accru des médiévistes pour toutes les questions liées à l'eau dans les villes et dans les campagnes

1. L'importante exposition internationale sur «L'eau et le développement durable» qui a eu lieu du 14 juin au 14 septembre 2008 à Saragosse, a accueilli une centaine de pays (consulter le **site** [www.zaragozaexpo2008.es](http://www.zaragozaexpo2008.es)). La Semaine mondiale de l'eau se tient chaque année à Stockholm depuis vingt ans ; en 2010, elle a réuni près de 2.500 experts du monde entier.

depuis les problèmes techniques de la construction des infrastructures jusqu'à la symbolique<sup>2</sup> en passant par la gestion et le contrôle du précieux liquide ainsi que par les rapports entre la ville et son fleuve<sup>3</sup>. Leurs recherches, devenues très largement interdisciplinaires, exploitent un large éventail de sources écrites, archéologiques et iconographiques. Elles ont donné lieu dans les différents pays d'Europe à une foule de travaux spécifiques et à des chapitres consacrés aux infrastructures hydrauliques et à la politique des autorités urbaines en la matière dans les monographies urbaines qui ont fleuri depuis une trentaine d'années<sup>4</sup>.

L'eau a été tout particulièrement bien étudiée en Castille, notamment dans le cadre du programme dirigé depuis déjà plus d'une décennie par Maribel del Val Valdivieso qui a donné des résultats très importants. Comme cette historienne l'a mis en évidence dans le bilan historiographique qu'elle a dressé en 2008<sup>5</sup>, les multiples recherches menées sur le sujet dans ce royaume offrent une vision d'ensemble de la problématique générale de l'eau dans la société castillane médiévale car elles ont traité des rivières dans le réseau de communications intérieures, des systèmes hydrauliques, des droits sur l'eau et des conflits qu'ils génèrent, des usages sociaux de l'eau, de la pêche ainsi que des politiques urbaines en matière d'approvisionnement et d'évacuation.

Dans cette brève communication, je voudrais m'interroger sur un problème, celui du coût pour les municipalités de l'approvisionnement,

2. Question abordée notamment par les spécialistes de littérature, voir, par exemple, les communications rassemblées dans *L'eau au Moyen Âge*, Colloque du CUER-MA, Aix-en-Provence 1985 et *L'eau au Moyen Âge, symboles et usages*, RIBEMON, B., (dir.) Orléans, Paradigme, 1996.

3. Dans une très riche bibliographie, j'extraierai trois importants travaux sur les fleuves et la ville : THEUROT, J., *Une rivière, une ville, des hommes: le Doubs et Dôle au Moyen Âge*, Lons-Le-Saunier, 1987 ; DELIGNE, C., *Bruxelles et sa rivière. Genèse d'un territoire urbain (12e-18e siècle)*, (Studies in European Urban History (1100-1800), Turnhout, Brepols, 2003 ; SUTTOR, M., *Vie et dynamique d'un fleuve. La Meuse de Sedan à Maastricht (des origines à 1600)*, (Bibliothèque du Moyen Âge, 24), Turnhout, De Boeck & Larcier s.a., 2006.

4. On ne compte toutefois qu'une seule synthèse centrée sur le royaume de France, LEGUAY, J.-P., *L'eau dans la ville au Moyen Âge*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002. Voir aussi les communications rassemblées par REGRAIN R., et AUPHAN E., (dir.), *L'eau et la ville* (Actes du 121e congrès national des sociétés historiques et scientifiques. Nice, 1996), Paris, CTHS, 1999.

de la distribution et de l'évacuation de l'eau, problème qui n'a pas retenu suffisamment l'attention des historiens en grande partie à cause des difficultés de l'étude. Celle-ci nécessite, en effet, essentiellement deux types de sources : des registres de délibérations et des livres de compte généraux ou particuliers. Les premiers nous renseignent sur les problèmes posés par l'eau dans les agglomérations et la façon dont les autorités les appréhendent et tentent de les résoudre et les seconds font connaître les installations hydrauliques : emplacement dans le tissu urbain, coût de leur construction et de leur entretien, matériaux et main d'œuvre employés. Or, comme historiens l'ont maintes fois souligné, ces sources, - tout spécialement les secondes, les plus utiles - sont, en Castille, pratiquement absentes jusqu'au milieu du XV<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> et chichement comptées par la suite y compris dans les principales villes du royaume où elles forment très rarement séries avant l'extrême fin du siècle<sup>7</sup>. De plus, quand elle existe, cette documentation est très inégalement utile et se réduit trop souvent dans les registres d'actes municipaux à des mentions de travaux sur les infrastructures ou les équipements hydrauliques, sans indication ni des modalités de financement envisagées ni des sommes engagées ou effectivement déboursées pour les réaliser<sup>8</sup>. Ces limites documentaires expliquent que les publications sur l'eau fournissent des données plus ou moins précises sur les politiques urbaines relatives à l'eau, les dépenses et les investissements des autorités municipales mais trop souvent sans pouvoir préciser la part de celles-ci dans l'ensemble des dépenses des villes.

5. VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup> I. del, et SOWINA, U., «L'eau dans les villes de Castille et de Pologne au Moyen Âge», dans *L'eau dans la ville, Histoire Urbaine*, 22, 2008/2, pp. 115-140.

6. A quelques exceptions près : les livres d'actes du Conseil apparaissent à Murcie en 1371, à Burgos en 1379, à Morón de la Frontera en 1402, à Cuenca en 1417, à Séville en 1434 ; les séries, plus ou moins discontinues, de comptes du receveur municipal commencent à Séville en 1368, à Murcie avec l'exercice 1391-1392 et dans la petite ville seigneuriale de Piedrahita en 1413.

7. Bon état des sources dans VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup> I. del, (dir.), *El agua en las ciudades castellanas durante la Edad media. Fuentes para su estudio*, Valladolid, Université de Valladolid, 1998.

8. Ces limites des registres de délibérations sont bien relevées par BONACHÍA HERNANDO, J. A., «El agua en la documentación municipal: los Libros de Actas», dans VAL VALDIVIESO (dir.), *El agua en las ciudades castellanas*, pp. 41-70.

En me fondant sur ces travaux publiés, d'un intérêt très inégal, je voudrais essayer d'aller au-delà d'un relevé de dépenses dans les différentes villes pour lesquelles nous disposons de chiffres et présenter quelques remarques générales sur les raisons qui ont motivé les dépenses, les types de dépenses relatives à l'eau et les formes de financement adoptés par les villes, c'est-à-dire tenter de répondre à trois questions : pourquoi les autorités urbaines investirent-elles dans ce domaine? dans quelles installations? sous quelles formes?

## 1. LES PRÉOCCUPATIONS POUR UN BIEN COMMUN

Pour les Castellans du Moyen Âge, comme pour leurs contemporains de l'Occident médiéval, le franchissement des fleuves et des rivières, l'approvisionnement en eau de qualité, l'évacuation des eaux usées et l'utilisation de la force motrice des courants, sans oublier dans certaines zones sèches, l'irrigation, et dans les villes côtières, les aménagements portuaires, constituaient des préoccupations constantes, plus ou moins vives cependant selon la situation géographique et la densité de population des différentes agglomérations.

Dans le développement des villes, l'attraction exercée par les cours d'eau est partout visible<sup>9</sup>. Dès le haut Moyen Âge, des seigneurs se sont efforcés de discipliner le débit et le cours des fleuves et des rivières, de régulariser les lits, de rectifier les profils, d'accentuer les pentes, de creuser de larges fossés et des canaux, en premier lieu pour des raisons défensives<sup>10</sup>. Sur ce réseau qui se déploie, sont édifiés des ponts<sup>11</sup>, viennent se greffer des ports et sont installés des moulins pour moudre les grains et presser les olives, puis pour fouler les draps<sup>12</sup>. A partir du XIIe siècle,

9. Je me limiterai à citer un bel exemple récent d'étude comparée, HIDALGO, F., «El agua como condicionante de la estructura urbana: Lyon y Zamora», dans SEGURA GRAÍÑO, C., (éd.), *Agua y sistemas hidráulicos en la Edad Media hispana*, Madrid, Al-Mudayna, 2003, pp. 124-130.

10. SQUATRITI, P., *Water and Society in Early Medieval Italy, AD 40—1000*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

11. MESQUI, J., *Le pont en France avant le temps des ingénieurs*, Paris, Picard, 1986.

12. Parmi la multitude de travaux sur les moulins, signalons *I mulini nell'Europa medievale*, (Atti del Convegno di San Quirino d'Orcia, 21-23 settembre 2000), éd. GALETTI,

ce réseau est affecté aux différents métiers baptisés “de la rivière” par André Guillerme<sup>13</sup> parce qu'ils qui exigent une grande quantité d'eau, notamment ceux du textile et du cuir, présents dans toutes les villes et qui font la richesse de certaines<sup>14</sup>.

Si le “triomphe de l'eau” pour reprendre l'expression de R. Staccioli<sup>15</sup> est bien une marque caractéristique de la ville antique, il ne l'est plus de la ville médiévale dans laquelle on ne bâtit plus de longs et majestueux aqueducs, ni de vastes thermes alimentés par des canalisations souterraines, ni de complexes systèmes de tout à l'égout. Toutefois les seigneurs laïques et ecclésiastiques, d'abord, les élites citadines, ensuite, font construire des ponts, des puits, des fontaines, des moulins et des canalisations qui fleurissent dans toute l'Europe occidentale à partir de la fin du XIe siècle. Il faut sans doute aussi relativiser l'idée d'une cité médiévale livrée aux puanteurs des cloaques et parcourue de cours d'eau charriant des immondices et des déchets des activités domestiques et artisanales, même si des ruisseaux aux noms évocateurs de “merdançon”, “merderon”, “merdancho”, “merdere”, mentionnés dans bien des villes ne laissent aucun doute sur leur usage<sup>16</sup>. Il faut également se départir de l'idée d'hommes du Moyen Âge occidental vivant sans hygiène et sans souci de la qualité de l'environnement et ne sachant pas maîtriser

---

P., et RACINE, P., Bologne, Clueb, 2003 et parmi les études de cas sur la Castille, celle, remarquable de MARTINEZ CARRILLO, M<sup>a</sup>. de los Ll. et MARTINEZ MARTÍNEZ, M<sup>a</sup>., *Orígenes y expansión de los molinos hidráulicos en la ciudad y huerta de Murcia (siglos XIII-XV)*, Murcie, Ayuntamiento de Murcia, 1993.

13. GUILLERME, A., *Le temps de l'eau. La cité, l'eau et les techniques. Nord de la France fin IIIe-début XIXe ss*, Paris, Seyssel, 1983.

14. *Economia e energia secc. XIII-XVIII* (Atti della “Trentaquattresima Settimana di Studi” dell'Istituto Internazionale di Storia Economica “F. Datini”, Prato), CAVACIOCCHI, S., (éd.), Florence, Le Monnier, 2003; SQUATRITI, P., (éd.), *Working with water in Medieval Europe. Technology and Resource-Use*, Leiden-Boston-Köln, Brill, 2000; MAGNUSSON, R. J., *Water technology in the Middle Age: cities, monasteries and waterworks after the Roman Empire*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2001; et pour la Castille, VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del, (dir.), *Vivir del agua en las ciudades medievales*, Valladolid, Université de Valladolid, 2006.

15. STACCIOLI, R. A., *Acquedotti, fontane e terme di Roma antica*, Rome, Newton Compton, 2002.

16. BOUCHERON, P. et MENJOT, D., «La ville médiévale», dans PINOL, J. L. (dir.), *Histoire de l'Europe Urbaine*, t. 1, Paris, Le Seuil, 2003, p. 552-553.

l'environnement hydrique même si les archéologues ont bien montré qu'ils avaient perdu la technique du béton romain et bâtissaient en matériaux plus frustes.

Dans tous les registres d'actes municipaux, il apparaît toutefois clairement sans qu'il soit nécessaire de faire une analyse statistique approfondie du contenu des ordonnances municipales, qu'à aucun moment, la question de l'eau n'a été la principale préoccupation des autorités locales et celle à laquelle ils ont consacré le plus de temps et d'énergie. Cela se vérifie dans toutes les villes et pas seulement dans les petites situées sur les rives d'un fleuve ou d'une rivière ou l'accès à l'eau potable était facile pour la grande majorité des habitants tout comme l'évacuation des eaux usées. Le volume d'informations qui concerne l'eau est donc moindre en comparaison d'autres questions à commencer par la défense et se concentrait sur certains sujets qui par leur importance conjoncturelle nécessitaient l'intervention du conseil au premier rang desquels se trouvaient la construction et l'entretien d'une infrastructure : pont, moulin ou fontaine.

Les pouvoirs municipaux ne se désintéressèrent cependant jamais totalement ni de l'espace urbain, ni de la pureté de l'eau<sup>17</sup>. Même si les Castellans n'ont pas écrit de traités sur la pollution, à la différence de leurs contemporains du monde musulman, dans les ordonnances municipales apparaissent les premières règles d'hygiène publique et alimentaires qui témoignent de la prise de conscience par les autorités de la corruption de l'eau et de l'air et des risques encourus. Toutefois, souvent et pendant longtemps, l'action des celles-ci se limita à ces mesures réglementaires et répressives dont la réitération à maintes reprises atteste de la difficulté à les faire appliquer et fait douter de leur efficacité. C'est par l'intermédiaire de ces règlements que les dirigeants essayèrent d'abord et se contentèrent souvent d'agir et pas par l'investissement. Ces règlements de police urbaine se firent de plus en plus minutieux et sévères au XV<sup>e</sup> siècle, au fur et à mesure des progrès de l'autorité des conseils municipaux et de la conscience sanitaire qui reposait en partie sur l'observation des patho-

17. A titre d'exemple, on pourra consulter l'étude de MARTÍNEZ MARTÍNEZ M<sup>a</sup>., «Control, usos y defensa del agua en Murcia (siglos XIII-XV)», en *El agua en la Historia*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1998, pp. 7-57.

logies propres aux espaces urbains et qui eut des conséquences directes sur l'aménagement des villes. En matière d'hygiène et de prophylaxie, l'arsenal des dispositions répressives destinées à maintenir la ville plus propre et plus saine était presque identique dans toutes les villes et se résumait à une série d'interdictions de jeter des détritiques dans les rues, les places, les canaux et les fontaines et de détériorer les infrastructures hydriques. Ces interdictions étaient assorties d'amendes plus ou moins dissuasives infligées aux contrevenants et augmentées quand la situation devenait alarmante. Les autorités luttèrent aussi contre la contamination des eaux par des règlements interdisant de se débarrasser des détritiques et des charognes à moins d'une certaine distance des points d'eau et de livrer en amont de la ville dans la rivière à des activités susceptibles de polluer comme le lavage de la laine et du linge, le rouissage du lin ou le tannage descuirs. À Murcie, par exemple, les habitants pouvaient laver le linge dans tous les canaux sauf celui qui alimentait la ville en eau potable nécessaire à la ville. Les conseils, afin d'écartier de la ville des foyers de miasmes, déplacèrent aussi à la périphérie des villes, des installations et des industries polluantes: tanneries, teintureries ou encore boucheries qui, par exemple, à Burgos, furent d'abord transférées du centre au Huerto del Rey puis, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, au fond de la place du Marché où fut installée la Grande Boucherie.

Il faut attendre le XV<sup>e</sup> siècle et souvent la seconde moitié du siècle, pour voir les autorités municipales commencer à vraiment se soucier de l'approvisionnement en eau potable et de l'évacuation des eaux usées dont la responsabilité incombait jusqu'alors aux habitants. Ce souci s'inscrit beaucoup plus largement dans une tendance à l'extension de la gestion des autorités municipales castillanes à l'urbanisme et aux services collectifs en général, tendance déjà ancienne dans la majorité des villes<sup>18</sup>, qui se propagea à partir des communes d'Italie du nord et du centre au reste des cités médiévales à la fin du Moyen Âge. Les dirigeants renforçaient ainsi leurs interventions dans la vie urbaine et étendaient leur champ d'action aux domaines de l'enseignement, de l'assistance, — se substituant ainsi aux institutions charitables contrôlées jusqu'alors par

18. *Città e servizi sociali nell'Italia dei secoli XII-XV* (Actas del XII congreso de Pistoia, 1987), Pistoia, Centro Italiano di studi di storia e d'arte, 1990.



l'Église —, mais aussi de l'urbanisme, de l'approvisionnement, de la sécurité, de la prostitution et des fêtes<sup>19</sup>. Ils plaçaient ainsi la ville dans une perspective sociale nouvelle et multipliaient de cette façon leurs instruments de pouvoir et leurs moyens de contrôle sur la population. La dimension politique occupait une place essentielle dans ces préoccupations. Le souci, légitime a priori, d'assurer un approvisionnement en eau abondant et une bonne évacuation des eaux usées ne suffisait pas pour justifier des travaux souvent très coûteux. Le contrôle de l'eau s'avérait fondamental pour les autorités et constituait une source de conflits souvent récurrents. Les municipalités ne défendaient ainsi pas seulement leurs droits sur l'eau, elles en tiraient profit d'abord par l'exploitation des moulins installés sur les rives des cours d'eau et s'en servaient pour imposer leur pouvoir sur les citadins et les villageois de la région<sup>20</sup>.

Les autorités promulguèrent ainsi des dispositions destinées à assurer aussi bien le ravitaillement des habitants en produits de première nécessité, que l'hygiène publique et l'entretien des infrastructures à commencer par les murailles. Il ne s'agissait toutefois pas toujours d'une politique délibérée, mais de mesures d'urgence à court terme, prises quand l'encombrement des voies gênait la circulation, quand la saleté risquait de provoquer des épidémies ou quand des canaux, ponts ou pans de murailles menaçaient ruines. Ce fut le cas par exemple à Murcie, en 1453, quand il fallut reconstruire le barrage sur le Segura, emporté par une violente crue car il conditionnait toute l'irrigation de la Huerta et donc toute l'économie de la ville. Toutes ces dispositions relatives aux

19. MENJOT, D., «La élite dirigente urbana y los servicios colectivos en la Castilla de los Trastámaras», dans *La península ibérica en la era de los descubrimientos (1391-1492)*, Séville, Junta de Andalucía, Consejería de Cultura [etc.], 1999, pp. 873-900, rééd. dans *Dominar y controlar en Castilla en la Edad Media*, Málaga, Ediciones de la Diputación de Málaga, 2003, pp. 139-170.

20. VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup> I. del, *Agua y poder en la Castilla bajomedieval. El papel del agua en el ejercicio del poder concejil a fines de la Edad Media*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 2003. C'est le cas aussi en Italie, BALESTRACCI, D., «La politica delle acque urbane nell'Italia comunale», *MEFRM*, 104, n° 2, 1992, pp. 431-479. Voir aussi CROUZET-PAVAN, E. et MAIRE-VIGUEUR, J.-C. (éd.), *Water control in Western Europe twelfth-sixteenth centuries (Proceedings Eleventh International Economic History Congress, Milan, September 1994)*, Milan, Università Bocconi, 1994.

systèmes hydriques comme aux autres infrastructures urbaines furent toujours prises et les dépenses toujours engagées au nom du “bien y pro comun”. Cette considération pour le bien commun — concept fondamental développé par Marsile de Padoue dans son célèbre *Defensor Pacis* — motivait l'action des autorités qui avaient pris conscience que l'eau, les rues, les places et les murailles appartenaient à tous, que tous en profitaient et que par conséquent, ils leur appartenaient à eux en tant que représentants de l'*Universitas* de s'en occuper. Le bon gouvernement l'exigeait<sup>21</sup>. Cela n'empêchait cependant pas les souverains de concéder à quelques institutions religieuses et à d'importants personnages, par exemple à Séville, des autorisations de s'approprier de l'eau.

Mais en cette fin du Moyen Âge, les édiles n'étaient plus seulement mus par cette préoccupation, encore avivée en ces temps d'épidémies et de catastrophes naturelles, mais aussi par le souci de rendre la vie “plus honorable”, “plus noble”, “plus insigne”, comme le déclarèrent les dirigeants sévillans et vallisolétans au XV<sup>e</sup> siècle. Plus la ville était honorée, plus elle paraissait puissante aux yeux de ceux qui la visitaient ou s'y installaient<sup>22</sup>. Ainsi, si les soucis utilitaristes prédominaient toujours largement se firent jour dans les villes des préoccupations pour l'embellissement du bâti et le bien être des habitants, préoccupations qui ne se concrétisèrent que très partiellement faute de moyens financiers, trop souvent absorbés par les dépenses militaires en ces temps troublés. Si les municipalités prirent désormais en charge la construction et l'entretien des fontaines et des ponts, longtemps considérés comme des œuvres susceptibles de racheter les péchés de son bâtisseur, elles

21. Sur le bien commun qui a donné lieu à une abondante littérature, voir en dernier lieu LECUPPRE-DESJARDIN, E. et VAN BRUAENE, A.-L. (éd.), *De Bono Communi. The Discourse and Practice of the Common Good in the European City (13th-16thc.)*, Studies in European Urban History, 22, Turnhout, Brepols, 2010.

22. Les Rois Catholiques justifèrent ainsi la construction à Tolède d'un engin pour monter l'eau jusqu'à la place de Zocodover dans une charte du 18 avril 1485: *por ende pues vedes quanto provecho y honra se puede seguir a esa çibdad si esto ha efecto, y quand nobleçida por ello sera, aliende de lo que cumple a nuestro servijio...*, doc. publié par VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del, «Un exponente del buen gobierno urbano: el abastecimiento de agua en la Castilla medieval», dans VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del et VILLANUEVA ZUBIZARRETA, O. (coords.), *Musulmanes y Cristianos frente al agua en las ciudades medievales*, Santander, PUBliCan, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2008, p. 378.

consacrèrent aussi des sommes à la décoration de ces dernières dont la beauté, disent les textes, contribuait à “honorer” la cité<sup>23</sup>. Comme dans toutes les autres villes occidentales, “l’intention des autorités n’était pas seulement de doter les habitants d’un approvisionnement suffisant en eau saine et abondante mais de marquer le paysage urbain d’un symbole, de monuments susceptibles de provoquer admiration et éloge”<sup>24</sup>.

## 2. DÉPENSER POUR L’EAU

Si la chronologie et le rythme sont différents d’une ville à l’autre, il faut pratiquement toujours attendre le règne des Rois catholiques et parfois avec l’appui et sous la pression des souverains par l’intermédiaire du *corregidor*, pour constater une accélération vive et générale de l’action des autorités urbaines en matière d’infrastructures hydriques, comme d’ailleurs d’infrastructures urbaines en général. C’est le cas aussi bien dans des agglomérations importantes comme Burgos et Séville, que dans des cités plus modestes comme Murcie ou Cuenca et des petites villes du nord-est à propos desquelles Beatriz Arizaga écrit “ce n’est qu’en de rares occasions que le conseil entreprend la tâche de canaliser une source et d’amener l’eau jusqu’à la ville et cela arrive à des dates très tardives, les dernières années du XV<sup>e</sup> siècle et surtout le XVI<sup>e</sup>”<sup>25</sup>. Ces investissements dans les travaux hydriques, s’ils traduisent un nouveau souci, correspondaient aussi à des possibilités financières dégagées par la baisse des dépenses militaires et l’augmentation des recettes générées par la croissance démographique et l’essor économique. Toutefois, le montant souvent considérable de ces travaux par rapport à la faiblesse des ressources ordinaires des villes, souvent déjà largement obérées, explique en grande partie leur report et leur durée souvent longue.

23. BONACHÍA HERNANDO, J. A., «Más honrada que ciudad de mis reinos... La nobleza y el honor en el imaginario urbano (Burgos en la Baja Edad Media)», dans BONACHÍA HERNANDO, J. A., (coord.), *La ciudad medieval (aspectos de la vida urbana en la Castilla bajomedieval)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1996, pp. 169-212.

24. HEERS, J., *La ville au Moyen Âge*, Paris, Fayard, 1990, p. 323.

25. ARIZAGA BOLUMBURU, B., «El agua en la documentación urbana del nordeste peninsular», dans VAL VALDIVIESO, *El agua en las ciudades castellanas*, p. 73.

Quelles étaient les ouvrages hydrauliques financés par la ville ? L'approvisionnement en eau potable d'une population concentrée sur un petit périmètre posait bien évidemment un problème vital<sup>26</sup>. Faute de moyens financiers suffisants, d'intérêt ou de besoins, les dirigeants entreprirent rarement de grands travaux de captage de sources proches ou d'adductions d'eau. Ils s'efforçaient d'assurer l'entretien de l'existant surtout quand comme Séville et Ségovie, les agglomérations possédaient un bon réseau de canalisations hérité de Rome. Dans la première, il s'agissait de *descaños de Carmona* qui depuis Alcalá de Guadaíra conduisaient l'eau à travers plusieurs kilomètres de conduits souterrains en plomb, puis de canaux à ciel ouvert et d'un aqueduc de 430 arches — remis en service par les Almohades — jusqu'à des châteaux d'eau situés à l'intérieur des murailles d'où partait tout un réseau de canalisations<sup>27</sup>. Dans la seconde, il s'agit de la *puenteseca*, composé d'un canal de quinze kilomètres qui aboutissait au fameux aqueduc de 259 arches qui permettait d'alimenter aussi les faubourgs. Dans cette ville, Ségovie, ce n'est que sous les Rois Catholiques en 1485, puis à plusieurs reprises dans la première décennie du XVI<sup>e</sup> siècle, que le conseil entreprit d'importants travaux de réfection. En 1495 exactement, il réorganisa la distribution de l'eau que, depuis on ne sait quelle date, des particuliers, de plus en plus nombreux parmi les membres de l'élite, acheminaient dans leurs propres demeures, ce qui provoquait des conflits avec le reste de la population qui ne trouvait plus, ou plus assez, d'eau aux fontaines publiques; la municipalité révisa les concessions dont jouissaient les institutions religieuses et les *personajes principales* et réduisit respectivement d'un tiers et de la moitié la quantité que ces personnes privées pouvaient recevoir. Mais par cette ordonnance, les dirigeants reconnaissaient officiellement

26. Cette question a fait l'objet de deux synthèses très complètes par VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del, «L'approvisionnement en eau dans les villes castillanes au bas Moyen Âge», *Le Moyen Âge*, CIV/1, 1998, pp. 73-90 et VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del, «Un exponente del buen gobierno urbano: el abastecimiento de agua en la Castilla medieval», dans VAL VALDIVIESO et VILLANUEVA ZUBIZARRETA (coords.), *Musulmanes y Cristianos*, pp. 359-380, je me contenterai de citer quelques exemples particulièrement significatifs, renvoyant à ces deux travaux pour de plus amples détails et des références bibliographiques.

27. GARCÍA PULIDO, L. J., «El abastecimiento de aguas a Sevilla en la Edad Media», dans *Obras singulares de la arquitectura y la ingeniería en España*, Madrid, Grupo FCC, 2005, p.164-167.

l'existence de prises d'eau domestiques et elle n'empêcha pas certains habitants, notamment parmi les membres du conseil, d'utiliser des stratagèmes pour continuer à détourner l'eau de la *punte seca* vers leurs puits privés, au nombre, selon María Asenjo de vingt-cinq ou vingt-six dans la ville haute<sup>28</sup>. A Séville, en 1478, trois monastères, deux églises et quatorze particuliers dont le duc de Medina Sidonia, l'*adelantado* et un *veinticuatro* avaient l'autorisation de s'approvisionner directement dans les *caños* de Carmona. A Almería, le conseil prenait en charge les citernes qui alimentaient les sources de la ville<sup>29</sup>.

Le nombre des fontaines publiques différait grandement d'une ville à l'autre et n'était proportionnel ni à la superficie bâtie ni aux effectifs démographiques. A Ségovie, entre 1450 et 1516 María Asenjo en a recensé douze, réparties également et harmonieusement dans la cité et ses faubourgs, pratiquement à raison d'une par paroisse, Á Cordoue, des fontaines sont attestées sur les places de la Corredera, del Potro, de San Pablo, de Santa Catalina et de la cathédrale. Séville n'en comptait que quatre dont celle del Hierro, proche de la cathédrale. La ville de Murcie dit en manquer ainsi que d'abreuvoirs. Dans les trent-neuf centres urbains du Nord-est de la Péninsule dont Beatriz Arizaga a consulté la totalité de la documentation municipale, il est fait mention de fontaines et de puits dans seulement quinze d'entre eux : Bilbao, Deva, Lequeitio, Marquina, Mondragón, Orduña, Plencia, Portugalete, San Sebastián, Segura, Vitoria, Santander, Castro, Laredo y San Vicente de la Barquera. Certains se trouvaient toutefois dans les faubourgs et même au-delà, c'est le cas à Vitoria à la fin du XV<sup>e</sup> siècle<sup>30</sup>.

Dans la mesure où les rares sources disponibles nous permettent d'en juger, il ne semble donc pas que les fontaines et les puits publics se soient multipliés dans les villes castillanes au XV<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>. Le caractère onéreux de leur édification, même quand il s'agissait de réalisations

28. ASENJO GONZÁLEZ, M<sup>a</sup>., *Segovia. La ciudad y su tierra a fines del Medievo*, Ségovie, 1986, p. 67-76.

29. SEGURA GRAIÑO, C., «EL abastecimiento de agua en Almería a fines de la Edad Media», *En la España Medieval*, IV, 1984, t. II, pp. 1005-1017.

30. ARIZAGA, «El agua en la documentación urbana», p. 79.

31. A titre de comparaison, vers 1500, on comptait 15 fontaines à Montbéliard, 6 à Belfort, 20 à Colmar et 78 à Strasbourg selon ROSSIAUD, J., dans DUBY, G., (dir.),

modestes, freinait le zèle des dirigeants. Ainsi donc, à l'aube du XVI<sup>e</sup> siècle, l'approvisionnement en eau dépendait dans une plus ou moins large mesure des puits et citernes privés creusés dans les *patios* et des fontaines privées construites avec l'accord des autorités mais sur des terrains et avec des fonds privés. San Sebastian n'avait que des puits. Les habitants recueillaient aussi l'eau de pluie et la puisaient directement dans les rivières dans lesquelles les autorités fixaient les lieux de prise pour éviter la contamination par les cimetières et les nombreuses fosses d'aisance. La tâche d'acheminer le précieux liquide aux habitations revenait aux femmes ou à des porteurs d'eau, profession que le conseil réglementait, notamment en fixant le prix de vente des charges.

Certaines villes cependant se lancèrent dans des constructions de grande ampleur au coût parfois exorbitant. Medina del Campo obtint du roi en 1499 l'autorisation de lever des fonds pour édifier une fontaine monumentale sur la place du marché. Leurs homologues de Murcie quelques années auparavant avaient remplacé l'antique noria de la place du marché par un ouvrage magnifique et ostentatoire sur la partie supérieure duquel ils firent graver dans la pierre les armes de la ville. Valladolid, en 1497, envisagea de construire une fontaine à cinq vasques sur la *plaza mayor*, mais l'ingénieur, un musulman, ne réussit pas à amener l'eau.

L'assainissement de la ville passait par l'évacuation des eaux usées qui mettaient la population en grand danger d'épidémies. Il représentait un problème récurrent, mais aucune ville n'entreprit, ni même n'envisagea, de se doter d'un véritable réseau d'égouts hiérarchisés, du moins autant que des données indigentes sur les conduits d'écoulement tant du point documentaire qu'archéologique le laisse penser. Si Bilbao se dota tardivement d'un réseau rudimentaire d'égouts couverts dans les rues principales et quelques autres, dans beaucoup d'autres villes comme Hernani ou Vitoria, le conseil se contentait d'obliger les habitants à nettoyer les rues et de faire creuser une rigole centrale. Les agglomérations qui avaient hérité d'un réseau de l'époque musulmane s'efforçaient de les remettre

---

*Histoire de la France urbaine*, t. 2. Paris, Editions du Seuil, 1980, pp. 572-573. Il y en avait à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, une quinzaine à Gênes, une vingtaine à Sienne et 18 à Paris vers 1400, HEERS, *La ville médiévale*, pp. 320, 321 et 324.

ou de les maintenir tant bien que mal en état. C'est le cas de Cordoue et de Murcie où en 1399, le conseil fit procéder à une réfection totale du réseau qu'il n'améliora pas si ce n'est en supprimant certaines bouches<sup>32</sup>. À Séville, les égouts s'étendaient seulement sur une partie de la ville et ne remplissaient pas parfaitement leur rôle à cause des obstructions et des destructions de conduits provoquées notamment par le passage de lourds charrois. À Ségovie, le conseil se préoccupait uniquement de faire creuser des caniveaux à ciel ouvert sur les bas-côtés pour canaliser les eaux résiduelles. En 1514, obéissant à un ordre royal, il entreprit toutefois de faire installer des conduites couvertes pour l'écoulement des eaux qui se déversaient des fontaines et répartit une forte somme pour cette coûteuse opération dont les frais furent supportés en partie par ceux qui utilisaient cette eau pour arroser leurs jardins ou teindre leurs draps.

Sans cesse affirmée, et parfois même dramatisée à dessein dans les sources publiques, la volonté prophylactique des pouvoirs urbains ne peut être mise en doute. Elle se heurtait toutefois aux blocages techniques, aux difficultés financières, mais aussi à l'inertie des usages sociaux de la ville et ses résultats pratiques sont difficiles à apprécier. Dans le cas de Murcie, où pourtant les musulmans avaient laissé en héritage un système d'évacuation entretenu par les Chrétiens, au XVI<sup>e</sup> siècle, les autorités déploraient la déficience du réseau d'égouts et le fait qu'un grand nombre de maisons manquaient de fosses d'aisance, ce qui obligeait leurs habitants à jeter les eaux usées directement dans la rue, opération que les autorités réservaient à la nuit ou le jour après avoir avisé trois fois<sup>33</sup>. À ma connaissance aucune ville castillane ne fit aménager de latrines publiques.

La ville devait aussi rémunérer des officiers spécialisés, chargés de faire appliquer les règlements et d'inspecter les rues et les canalisations. Ils sont particulièrement mal connus, souvent seulement par une mention dans un document. À Séville, les *moros cañeros* étaient chargés de l'entretien et des réparations des *caños* de Carmona qui fournissait l'eau potable à Séville. Ils recevaient pour leur travail un salaire fixe annuel auquel

32. Cartographie de ce réseau dans ROSELLO VERGER, V. et CANO GARCIA, G., *Evolución urbana de la ciudad de Murcia (831-1973)*, Murcia, Ayuntamiento, 1975, p. 60, fig. 28.

33. CHACON, F., *Murcia en la centuria del quinientos*, Murcia, Universidad de Murcia, Academia Alfonso X el Sabio, 1979. p. 100.

s'ajoutait une rémunération supplémentaire pour toutes les autres tâches inhabituelles. L'office finit par être monopolisé par la communauté mudéjare, peut-être parce que, traditionnellement, celle-ci possédait des spécialistes de l'hydraulique ; il se transmettait de père en fils ou en tous les cas entre membres d'une même famille. Á Ségovie, la tâche de veiller au maintien en bon état des infrastructures était confiée à un ou deux *guiadores y guarda* de l'eau qui recevaient chacun un salaire annuel de 2500 maravédies. Á Burgos ainsi qu'à Madrid, pour le nettoyage des canalisations, le conseil engageait des individus et obligeait les riverains concernés à participer aux travaux ou confiait ceux-ci à des groupes d'habitants ou aux métiers, comme celui des tanneurs, qui contribuaient le plus à la pollution. Les maraichers de las Huelgas devaient se charger de nettoyer la fontaine de Santa María à Burgos.

Dans des villes comme Murcie, Almansa ou Carmona, c'est l'*almotacén* qui avait dans ses attributions la propreté de la ville. A Murcie, le conseil le remplaçait chaque année, mais c'est lui qui payait annuellement au Trésor municipal une somme forfaitaire qui fut fixée sous les premiers Trastamares, à 200 maravédies, au début du XV<sup>e</sup> siècle, à 250 maravédies et à 1479, à 375 maravédies, c'est dire que cet office constituait une somme de revenus pour la ville, même si elle était insignifiante. Il en était de même des moulins que l'eau actionnait et dont l'exploitation pouvait fournir des sommes importantes au trésor municipal. Ainsi à Séville, depuis Alphonse X, ceux installés sur les *caños* de Carmona, faisaient partie des biens municipaux. Ils procuraient à la ville des revenus substantiels qui s'élevaient à 138 278 maravédies en 1475 et à 130 682 en 1500<sup>34</sup>. A Murcie, les moulins à grains et à foulon qui appartenaient à la ville étaient affermés 2400 maravédies depuis 1407, soit environ 1,5% des recettes ordinaires de la ville<sup>35</sup>.

Que représentait l'ensemble des dépenses que les autorités municipales consacraient à l'eau ? Il s'avère bien difficile de l'estimer car sauf dans

34. MONTES ROMERO-CAMACHO, I., «El abastecimiento de agua a la Sevilla bajo-medieval: los *moros cañeros* y el acueducto de los *Caños de Carmona*», dans ARIZAGA BOLUMBURU, B. et SOLÓRZANO TELECHEA, J. A. (éd.), *Construir la ciudad en la Edad Media*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2010, p. 90.

35. MENJOT, D., *Murcie castillane. Une ville au temps de la frontière (1243-milieu du XV<sup>e</sup> siècle)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2002, pp. 1063-1065.



quelques rares villes comme Murcie, Séville, Burgos, Piedrahita, Castro-Urdiales ou San Vicente de la Barquera, jusqu'aux dernières décennies du XV<sup>e</sup> siècle, la documentation ne nous livre que des chiffres ponctuels et presque toujours partiels. Ceux-ci révèlent uniquement, comme on pouvait s'y attendre, que les sommes consacrées aux infrastructures hydriques par les villes variaient considérablement de quelques dizaines à plusieurs milliers de maravédies ; ainsi, par exemple, en août 1497, la ville de Valladolid déclara avoir dépensé inutilement 750.000 maravédies, dans la construction d'une fontaine sur la Plaza Mayor.

Quand, trop rarement les sources permettent de faire des bilans annuels et, tout à fait exceptionnellement, pluri-annuels, nous constatons de grandes disparités dans le temps et dans l'espace. Mais, ordinairement, les sommes consacrées à l'ensemble des infrastructures urbaines — et pas seulement à l'approvisionnement et à la distribution de l'eau potable et à l'évacuation des eaux usées — ne représentaient qu'une très faible part des dépenses totales des villes, entre 1% et 2% en moyenne dans les dernières décennies du XV<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. Pour ne prendre que quelques exemples : à Alcaraz en 1455-56 ces dépenses se montaient à 1,2%, à Chinchilla en 1488-89 à 0,7%<sup>37</sup>, à Paredes de Nava à 1,7% en 1476, à Palencia à 4% en 1474<sup>38</sup>. A Séville, elles étaient un peu plus élevées, 10% en moyenne entre 1420 et 1431 et entre 1502 et 1514 et à Murcie encore davantage car la ville, par sa situation frontalière devait plus que toute autre investir dans l'entretien de ses fortifications<sup>39</sup>. Mais partout les infrastructures hydriques ne représentaient qu'une très modeste part des travaux publics, à côté des travaux de pavage des rues et d'installation

36. Cette faiblesse avait déjà été mise en évidence par WOLFF, Ph., «Pouvoirs et investissements urbains en Europe occidentale et centrale du XIIIe au XVIIe siècle», *Revue Historique*, 254, 1977, pp. 277-311. Elle est confirmée en Castille dans toutes les études de cas rassemblées par MENJOT, D., et SÁNCHEZ MARTÍNEZ, M. (dirs.), *La fiscalité des villes au Moyen Age (Occident méditerranéen)*, t.3, *La redistribution de l'impôt*, Toulouse, Privat, 2002.

37. ROMERO, A., «Les dépenses de deux villes petites villes castillanes du sud de la Meseta: Alcaraz et Chinchilla au milieu du XV<sup>e</sup> siècle», dans ID., *ibid.*, pp. 89-98.

38. FUENTE, M<sup>a</sup>. J., «Les dépenses de deux villes seigneuriales: Palencia et Paredes de Nava au XV<sup>e</sup> siècle», dans ID., *ibid.*, p. 81-87.

39. COLLANTES DE TERÁN SÁNCHEZ, A., «Les dépenses de la municipalité de Séville», dans ID., *ibid.*, pp. 55-65; MENJOT, D., «Les dépenses municipales de Murcie (1391-1474)», dans ID., *ibid.*, pp. 67-80.

d'horloges ainsi que de la construction et de l'entretien des ponts, des moulins, des halles, de la maison municipale et surtout des murailles.

Les dépenses moyennes annuelles pour les infrastructures liées à l'eau ont pu être calculées entre 1476 et 1513 dans quatre villes basques : Santander, Laredo, Castro-Urdiales et San Vicente de la Barquera<sup>40</sup>. Elles se révèlent très variables d'une ville à l'autre et, comme toutes les moyennes, cachent de fortes disparités annuelles. Très faibles dans les deux premières localités, elles avoisinaient les 27 000 maravedies à San Vicente où elles représentaient environ 10% des dépenses globales de la ville qui atteignaient en 1502, 246 118 maravedies. Elles étaient encore plus élevées à Castro-Urdiales, parce qu'une bonne partie servait à financer des aménagements portuaires.

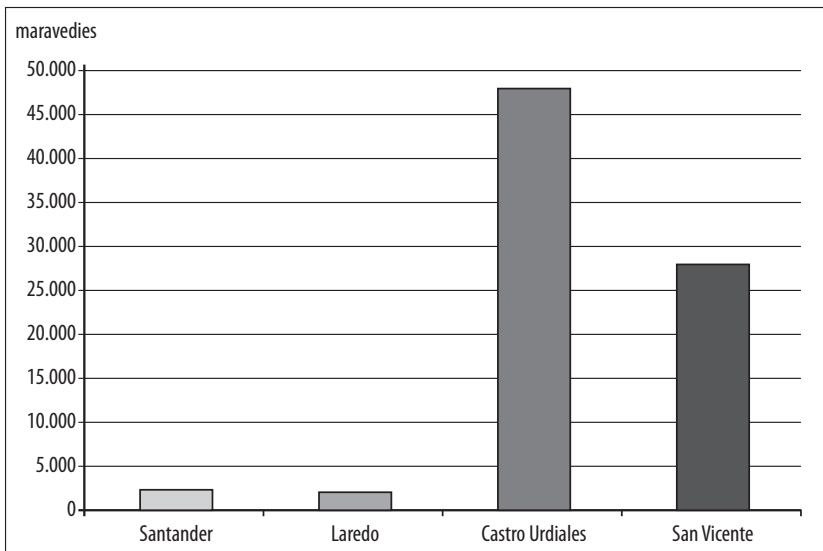


Fig. 1 dépense moyenne annuelle en infrastructures hydriques (1476-1513)

40. SOLÓRZANO TELECHEA, J. Á. et AÑÍBARRO RODRÍGUEZ, J., «Infraestructuras e instalaciones portuarias, fluviales e hídricas en las villas del norte peninsular a finales de la Edad Media: las obras públicas como instrumentos de poder», dans VAL VALDIVIESO et VILLANUEVA ZUBIZARRETA (coords.), *Musulmanes y Cristianos*, pp. 275-305. Le graphique que je reproduis ici en le transformant légèrement pour le rendre plus lisible se trouve à la p. 291.

Dans la petite ville basque de Lequeitio, fondée par les seigneurs de Biscaye en 1325, l'entretien de la fontaine représentait une dépense importante à laquelle la ville consacrait annuellement entre 1497 et 1515, 3000 maravédís, soit plus de la moitié du salaire annuel qu'elle devait verser au *corregidor* et environ 2% des dépenses globales<sup>41</sup>.

Sauf pour payer les officiers chargés de l'entretien des infrastructures, l'eau représentait presque toujours et pendant très longtemps une dépense extraordinaire, à quelques rares exceptions. C'est le cas, par exemple, à Burgos, où la municipalité affectait à l'entretien annuel des canalisations des rentes stables comme le "salvado" de la Aljebina et – on l'apprend en 1465 — chaque année à la fontaine de Santa María, 25 florins d'or auxquels s'ajoutaient les 25 apportés par le chapitre cathédral et<sup>42</sup>.

### 3. LE FINANCEMENT DES DÉPENSES: LA FISCALISATION DES DÉPENSES

Comment les autorités finançaient-elles ces travaux de construction et d'entretien des ouvrages d'approvisionnement et d'assainissement ? Elles cherchaient à se procurer les sommes nécessaires de toutes les façons possibles et d'une ville à l'autre et adoptaient des solutions différentes selon leurs possibilités, les réalités économiques et les relations de force socio-politiques à l'intérieur de l'agglomération. Elles s'efforçaient également de diminuer le coût de l'entretien en confiant certaines tâches aux habitants, ainsi, par exemple, les riverains des égouts de Séville étaient tenus de déboucher les canalisations quand elles étaient encombrées de sable et de déchets.

Comme les *Partidas* l'avaient codifié<sup>43</sup>, les dirigeants, avant de lever des impôts, faisaient d'abord appel, notamment pour les travaux habituels

41. GARCÍA FERNÁNDEZ, E., «Finanzas y fiscalidad de la villa de Lequeitio (1325-1516)», *Anuario de Estudios Medievales*, 22, 1992, p. 721.

42. BONACHIA, «El agua en la documentación municipal», p. 65, note 69 et p. 69, note 81.

43. *Las Siete Partidas*, éd. facsimil, Madrid, 1829, t. II, p. 421: *Cómo los castillos e los muros de las villas e las otras fortalezas, con las calçadas, e las fuentes, e los caños se deuen mantener e reparar. (...) Si las ciudades o en las villas han menester de faser algunas destas*

d'entretien, aux revenus des biens patrimoniaux (*proprios*) que la ville possédait ; c'est le cas de ceux de Medina del Campo, qui le firent avec l'autorisation des monarques en 1497<sup>44</sup>. Dans certains cas, les *regidores* allèrent même jusqu'à aliéner des biens de *proprios*, comme à Guetaria, quand, en 1449, ils sollicitèrent la permission royale pour mettre en vente quelques *solares* afin de pouvoir achever la construction de la fontaine. Dans certains cas, ils utilisèrent aussi le produit des amendes judiciaires comme à Madrid, en 1483 et 1484, celles imposées aux personnes qui avaient ensemencé des terrains communaux<sup>45</sup>. Mais les villes possédaient souvent peu de biens propres et leur rentabilité était faible sauf quand il s'agissait de biens à usage industriel ou commercial comme les moulins, les fours, les bains ou les boucheries. Leurs revenus ne pouvaient toutefois suffire à couvrir les dépenses extraordinaires souvent lourdes pour des travaux publics<sup>46</sup>.

Assumer le coût élevé de la construction puis du fonctionnement et de l'entretien de ces infrastructures et d'autres biens comme les ponts et les moulins et quelques autres services comme l'assistance et l'enseignement, dispensateurs de bien Commun, nécessitait la mise en oeuvre de tout un système de financement pour compléter les maigres ressources domaniales de l'*universitas*. L'impôt devint inévitable et finit par abou-

---

*laoures, si han rentas apartadas de común, deuen y ser primeramente despendidas. E si non compliere, o non fuesse y alguna cosa comunal, estonces deuen los moradores de aquel lugar pechar comunalmente, cada uno por lo que ouiere, fasta que ayunten tanta quantia de que se pueda cumplir la lauor. E desto non se pueden excusar caualleros, nin clérigos, nin biudas, nin huerfanos, nin ningún otro qualquier, por preuillejo que tenga. Ca pues que la pro destas laoures pertenesce comunamente a todos, guisado e derecho es que cada uno faga ayuda que pudiere.*

44. VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del, «Preocupación urbanística e intereses economico-sociales en ocaso de la Edad Media», en *Terres et hommes du Sud. Hommage à Pierre Tucoo-Chala* (sous la direction de Ch. Desplat), Biarritz, J et D éditions, 1992, pp. 369-386, p. 381.

45. Cité par BONACHIA, «El agua en la documentación municipal», p. 55, note 34. Sur les biens communaux voir NIETO, A., *Bienes comunales*, Madrid, Revista de Derecho Privado, 1964.

46. MENJOT, D. et COLLANTES DE TERÁN SÁNCHEZ, A., «Hacienda y fiscalidad concejiles en la corona de Castilla en la Edad Media», *Historia, Instituciones, Documentos*, 23, 1996, pp. 213-254.

tir à une véritable fiscalisation du financement de ces infrastructures<sup>47</sup>. “Partout (celui-ci) se révéla contraignant et eut un effet niveleur qui contribua à faire de chacun non seulement l’acteur de sa propre part de Bien Commun mais aussi celui qui, en fonction de son état et de ses capacités était tout naturellement invité à participer à la réalisation du Bien Commun de tous. (...) Les biens communs aux habitants qui en ont l’usage, constituent un des passages obligés de la réalisation concrète du Bien Commun dont ils sont à la fois le moyen, la manifestation et le symbole”<sup>48</sup>. Dans la mesure où des services et des biens étaient communs à tous, la règle s’imposa que chacun devait participer à leur financement et que celui-ci devait être assuré par la communauté toute entière. Á Murcie, par exemple, l’ensemble des impôts spécifiques levés sur les produits de consommation courantes qui furent concédés par Ferdinand IV en 1305 à la ville de Murcie portent le nom de *comunnes* qui indique sans ambiguïté leur destination<sup>49</sup>.

Variable selon les lieux et les temps, cette fiscalité prit des formes diverses désormais bien connues : tailles, accises sur la consommation, emprunts forcés, utilisées simultanément, alternativement ou successivement<sup>50</sup>. Toutes les villes répartissaient plus ou moins régulièrement sur les habitants des sommes plus ou moins élevées destinées à financer les travaux publics qu’elles décidaient d’entreprendre. Ces répartitions extraordinaires, dont les assiettes restent le plus souvent inconnues, furent le procédé le plus anciennement utilisé avec le travail personnel des habitants<sup>51</sup>. Les

47. C’est une évolution générale bien analysée pour le Midi de la France par RIGAUDIÈRE, A., «Donner pour le bien commun et contribuer pour les biens communs dans les villes du Midi français du XIIIe au XVe siècle», dans *De Bono Communi. The Discourse and Practice*, pp. 11-54, plus particulièrement p. 45.

48. ID., *Ibid.*, p. 52.

49. TORRES FONTES, J., «La hacienda concejil de Murcia en el siglo XIV», *Anuario de Historia del Derecho Español*, 26, 1956, pp. 741-756; MENJOT, D., «Le système fiscal de Murcie», dans *Finanzas y fiscalidad municipal, V Congreso de Estudios Medievales*, León, Fundación Sánchez-Albornoz, 1997.

50. GUERRERO NAVARRETE, Y., JARA FUENTE, J. A., PADILLA RODRÍGUEZ, J. C., SÁNCHEZ BENITO, J. M<sup>a</sup>., SÁNCHEZ PABLOS, C., «Fiscalidad de ámbito municipal en las dos castillas (siglos XIV y XV): estado de la cuestión», *Medievalismo. Boletín de la Sociedad Española de Estudios Medievales*, año 11, vol. 11, 2001, pp. 225-277.

51. COLLANTES DE TERÁN, A., «Alfonso X y los Reyes Católicos: la formación de las haciendas municipales», *En la España Medieval*, 13, 1990, pp. 253-270; MENJOT, D. et

autorités ne pouvaient les lever qu'avec l'autorisation du roi au-delà de 3000 maravédies, montant maximum fixé par Alfonso XI et qui resta invariable jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle malgré l'énorme dévaluation de la monnaie castillane. Sans multiplier les exemples, Burgos finançait les réparations de la fontaine par ces répartitions extraordinaires. En 1425, à Murcie la reconstruction de l'*Azud Mayor* fut assurée par deux tailles successives de huit et deux *blancas* par *tabúlla* de terre. En 1507, San Vicente de la Barquera essaya d'imposer des tailles spéciales aux habitants pour entreprendre les réparations du quai du port, des ponts et de la fontaine de la ville. En 1493, Becerril de Campos, petite bourgade de la province de Palencia demanda aux Rois Catholiques l'autorisation d'imposer une taille dans laquelle chacun paierait selon ses ressources pour amener l'eau dans la ville et bâtir une fontaine. Dans la demande, il est précisé que cette contribution résulterait meilleur marché aux habitants que de payer un homme ou un animal pour transporter l'eau à la maison<sup>52</sup>. Quelquefois, la ville répartissait un impôt uniquement sur certaines catégories, comme Valladolid qui, en 1499, imposa une *derrama* de 90 000 maravédies sur les seuls marchands pour "l'eau de la fontaine"<sup>53</sup>.

Certaines villes recouraient aussi et/ou plus fréquemment aux accises pour financer les travaux publics, principalement pour faire face à des dépenses surtout d'entretien et d'aménagement, mais toujours après avoir obtenu l'autorisation de la monarchie. C'est le cas à Burgos ou à Ségovie des travaux de réfection entrepris en 1485, puis à plusieurs reprises dans la première décennie du XVI<sup>e</sup> siècle. En 1492, les souverains concédèrent à Valladolid le droit d'en imposer une de 600.000 maravédies, à collecter en deux ans afin de couvrir divers besoins parmi lesquels l'adduction d'eau et la construction d'une fontaine sur la place. En 1515, Bilbao renonça à un projet d'adduction d'eau pour des fontaines car le conseil

---

COLLANTES DE TERÁN, A., «La génesis de la fiscalidad municipal en Castilla: primeros enfoques», *Revista d'Historia Medieval*, 7, 1996, pp. 53-80.

52. OLIVA HERRER, R. H., «Relaciones de cooperación y conflictos en torno al agua an las villas terracampinas a fines de la Edad Media», en VAL VALDIVIESO, M<sup>a</sup>. I. del (coord.), *Usos sociales del agua en las ciudades hispánicas de la Edad Media*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2002, p. 105.

53. Cité par BONACHÍA, «El agua en la documentación municipal», p. 65, note 70.

jugea inopportun d'imposer une nouvelle *sisá*. Les villes choisissaient d'imposer différents produits, le plus souvent le vin, le poisson et la viande, comme Guadalajara qui, en 1485, pour réparer la fontaine taxa la viande de boucherie<sup>54</sup>, Mais dix ans plus tôt, cette même ville avait imposé la vente des biens saisis par les fermiers des terrages (*terrazgos*)<sup>55</sup> tandis que Zamora taxait le fer.

Dans certaines occasions, les dirigeants mettaient ou tentaient de mettre à contribution les villages de leur territoire, qu'ils obligeaient ou tentaient d'obliger à contribuer au coût de l'ouvrage sous prétexte que les villageois en bénéficieraient aussi ou en considérant que leur condition de villages comportait cette obligation comme celui de participer aux charges militaires et aux travaux publics et cela depuis les premiers temps du développement du régime municipal<sup>56</sup>. A Soria, dans les *repartimientos de fuente y puente* (répartitions pour la fontaine et le pont) qui existaient au moins depuis 1365, le conseil demandait les 3/8 à la ville et les 5/8 au territoire<sup>57</sup>. Pour l'entretien fort coûteux de la *puente seca* de Ségovie, le conseil répartissait de tailles entre tous les *pecheros* de "la villa y tierra". Astorga utilisait aussi ce procédé pour les dépenses habituelles de réparations de murailles, tout comme Zamora et Talavera, où en 1501, le produit des impôts de répartition représentait alors les 2/3 des recettes extraordinaires contre 1/3 à l'accise. Au début de XV<sup>e</sup> siècle, la petite ville guipuzcoane de Segura, voulut contraindre huit *aldeas* de son *alfoz* à acquitter des impôts et des accises entre autres choses pour "amener l'eau, avoir et réparer la ou les fontaines" provoquant, comme on pouvait s'y attendre, la vive résistance des villageois qui en 1448 réussirent à obtenir une sentence royale les exemptant de cette participation financière<sup>58</sup>. A Guadalajara en 1454,

54. Pour une typologie de ces accises, voir LADERO QUESADA, M. A., «Las haciendas concejiles en la Corona de Castilla (una visión de conjunto)», dans *Finanzas y fiscalidad municipal*, pp. 7-71.

55. Cité par BONACHIA, «El agua en la documentación municipal», p. 65, note 71.

56. LADERO, «Las haciendas concejiles», p. 16, donne de nombreux exemples, note 16.

57. DIAGO HERNANDO, M., *Estructuras de poder en Soria a fines de la Edad Media*, Valladolid, Junta de Castilla y León, Consejería de Cultura y Turismo, 1993.

58. ARIZAGA, «El agua en la documentación urbana del nordeste peninsular», p. 87.

la décision des autorités de lever des tailles dans la ville et les villages pour construire une fontaine et une vasque suscita un vif débat entre ceux qui considéraient que cette dépense devait être couverte par les biens patrimoniaux et ceux, les *regidores* principalement, qui estimaient qu'il fallait réserver les revenus de ces biens à d'autres usages. Il fut finalement décidé d'employer toutes les recettes ordinaires disponibles et de percevoir une taille de 60 000 maravédís.

Les dirigeants recouraient parfois aux prêts forcés sur l'ensemble des habitants ou seulement une partie d'entre eux. Ainsi, par exemple, à Valladolid en 1501 pour un nouveau conduit d'eau, le conseil taxa certains habitants "distingués". En 1509, le *corregidor* de Biscaye ordonna à l'*alcalde* de la ville de Portugaleta d'emprunter aux habitants de la ville une somme pour embellir la fontaine et réparer les canalisations ; 15 175 maravedies furent ainsi empruntés<sup>59</sup>.

En fonction de leurs possibilités économiques et socio-politiques, les autorités alternaient ou combinaient souvent plusieurs modes de financement surtout quand les dépenses étaient élevées. Ainsi, par exemple, à Séville. l'entretien des infrastructures hydriques était payé, comme les autres travaux publics, soit par les revenus des *proprios*, soit par des impôts répartis entre les habitants de la ville, soit par un prélèvement sur le montant de la ferme payé par les fermiers pour les moulins des Caños de Carmona, de sorte qu'une partie des bénéfices obtenu de l'eau de cet aqueduc revenait à la réparation de l'une de ses composantes<sup>60</sup>.

Les travaux pouvaient être aussi co-financés non seulement par la ville et les villages de son territoire, mais également et de façon tout à fait exceptionnelle par le roi ou l'Eglise. Ainsi, par exemple à Burgos, le clergé était quelquefois mis à contribution parce que l'argent dépensé l'était "pour le bien commun de toute la ville aussi bien des laïcs que des clercs". Encore plus exceptionnellement les souverains pouvaient intervenir financièrement pour aider les villes nécessiteuses. Par exemple, la reine Isabelle dans les années 1480 donna 80 000 maravédís à la municipalité de Robledo de Chavcla, localité du territoire de Ségovie,

59. Id., *Ibid.*, p. 84.

60. MONTES ROMERO-CAMACHO, «El abastecimiento de agua», p. 70.



pour faire face aux frais d'adduction d'eau, de construction de la fontaine et de réparation des installations<sup>61</sup>.

Un cas très particulier est celui du financement de l'entretien du système d'irrigation de la *huerta* de Murcie. Tous ceux qui possédaient des terres dans cette zone irriguée devaient payer l'*acequiaje*, impôt perçu à l'époque de la reconquête, hérité des musulmans dont le nom révèle, s'il en était besoin, qu'il était destiné au curage et aux réparations du réseau de canalisations. Cette contribution était répartie proportionnellement à l'étendue des propriétés et donc à la consommation d'eau. Mais dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle au plus tard, un nouveau système de financement, fut mis en place, connu sous le nom de *tabla*. Il fut instauré pour "nettoyer le système de canalisations" ou "faire tout ce qu'il y avait à faire dans la *huerta*" comme il est précisé dans les contrats d'affermage, La *tabla* unissait crédit et impôt, Elle était adjudgée à celui qui acceptait d'avancer la somme nécessaire aux travaux au moindre intérêt. Elle apparaît comme une institution de crédit mis à la disposition de tous les Murciens qui avaient besoin d'emprunter pour réaliser des travaux d'entretien ou d'amélioration du système d'irrigation existant<sup>62</sup>.

#### 4. BILAN

Il serait fort imprudent de tirer des conclusions définitives de cet ensemble de données fragmentaires constituées surtout de collections d'exemples et de chiffres ponctuels. Il se dégage toutefois des impressions générales qui demandent à être précisées par des recherches approfondies dans les comptabilités urbaines.

La préoccupation des autorités pour l'eau apparaît tardive, plus que dans bien d'autres villes occidentales. Sauf exceptions, les dépenses qu'elles consacraient aux installations hydriques augmentèrent très sensiblement à partir des dernières décennies du XV<sup>e</sup> siècle ; elles étaient toujours justifiées par le bien commun. Elles aboutirent à une fiscalisation du

61. Cité par VAL VALDIVIESO, «Un exponente de buen gobierno», p. 373.

62. MARTINEZ CARRILLO, M<sup>a</sup>. de los Ll., «La tabla murciana. Bases agrarias de una institución de crédito medieval», *Miscelánea Medieval Murciana*, 8, 1981, pp. 31-54.

financement de sorte que ce sont les habitants de la ville et de son territoire qui supportaient la charge. Cette contribution ne supprimait cependant pas pour beaucoup d'entre eux la nécessité de payer pour se procurer ce précieux liquide auprès des *aguadores*, professionnels spécialisés dans le portage de l'eau.